

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 23 MAI 2014

Nombre de Conseillers : 19

Présents : 16

Pouvoir : 2

L'an deux mille quatorze et le vingt-trois mai, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel

PRESENTS : UVERNET Gabriel MAIRE ; BUISINE Serge, DIETRICH WEISS Elisabeth, MARTIN Alain, PELLERIN Annick, BERGEZ Danielle, Adjoints ; TAXI Odile, ZAMORA Jean-Luc, Conseillers Municipaux délégués ; BERTHIAUX Françoise, BESSONE Eric, BOISBOURDIN Philippe, LESUEUR Frédéric, PALDACCI-UVERNET Antony, RONET-YAGUE Delphine, SCHLICHTER Danièle, SILVA Alain.

Absents et excusés :

GARCIA Eric (pouvoir à SILVA Alain)

GUILBERT Sandrine (pouvoir à BERTHIAUX Françoise)

LAMBERT Eliane

Désignation du secrétaire de séance : M. Eric BESSONE

Lecture des décisions : aucune

Lecture du compte rendu : adopté avec observations :

Lire « M. Le MAIRE s'est engagé à répondre aux questions de Mme BERTHIAUX posées lors de la séance précédente » au lieu de « M. le MAIRE souhaite répondre aux questions de l'assemblée posées lors de la séance précédente »

Monsieur le MAIRE retire les points n°5 « Création commission municipale action sociale » et n° 9 « Création d'un poste d'adjoint administratif de 2^{ème} classe à temps non complet ».

M. SILVA regrette de découvrir les dossiers de proposition des subventions le soir du conseil et exprime une requête au nom de la minorité municipale. « On vous propose une autre manière de fonctionner et de travailler de concert avec les membres de la majorité municipale en amont, pour éviter de poser lors du conseil municipal des questions qui auraient pu être évoquées tous ensemble, majorité et minorité incluses. La minorité est prête à contribuer en amont sur les sujets importants, pour gagner en temps et en efficacité et être constructif. Ce n'est pas pour gêner, si l'on est pour, on est pour, si l'on est contre on le dira aussi, nous représentons 43 % de la population, soit vous les ignorez, soit vous les intégrez. Dans les autres communes, les élus travaillent comme ça, en créant des commissions. »

M. Le MAIRE lui répond : « Monsieur, je vous rappelle que nous représentons 56% de la population, et nous sommes la majorité ; si des communes travaillent par l'intermédiaire de commissions, bien d'autres ne le font pas. Aujourd'hui, c'est l'Adjointe aux associations qui a travaillé les dossiers, et fait des propositions tout comme moi lorsque je vous propose des délibérations. C'est ensuite le conseil municipal qui décide. Je pense en outre, que tous les sujets sont valables et mènent à une étude. Je retiens votre explication et je vous remercie ».

1. VOTE DES SUBVENTIONS AU PROFIT DES ASSOCIATIONS

Madame Annick PELLERIN, Adjointe au MAIRE et Déléguée aux associations, présente la liste des subventions pouvant être allouées par la collectivité aux diverses associations locales. Elle rappelle que ces propositions sont élaborées à la lecture des demandes de ces organismes ainsi qu'à la lecture de leur bilan 2013.

Le Conseil municipal examine et vote chaque subvention par association.

Le vote de chaque subvention fait l'objet d'un débat permettant à chacun d'exposer les motifs de sa décision.

Chaque élu(e,s) membre(s) de l'association, quitte la salle du conseil municipal lors du vote et du débat le précédant. Il/elle réintègre la salle du Conseil municipal après la réalisation de la délibération.

Lorsque M. Le MAIRE s'absente en sa qualité de membre de l'association, M. BUISINE Serge occupe alors par intérim ses fonctions.

Mme PELLERIN procède à la présentation de ses propositions au regard des dossiers déposés par les associations, leur bilan et leur demande.

S'agissant de l'Académie de Musiques anciennes, il s'agit de Master classes qui viennent de l'Europe entière pour l'étude de la musique médiévale. Ils participent aux rencontres de musiques médiévales et délivrent des enseignements.

Mme BERTHIAUX souhaite connaître les retombées pour le Thoronet.

M. Le MAIRE lui répond que les professeurs et les élèves restent 15 jours sur la Commune, ils font travailler le commerce local et donnent des concerts ouverts à tous, notamment dans le village même.

Une distinction a été réalisée entre l'Académie de musiques anciennes et les concerts de R.I.M.M.T. à la demande du Conseil général. Afin de compenser la diminution de l'aide de ce dernier aux associations, il est proposé une augmentation de 500 euros à l'Académie de Musiques Anciennes.

M. SILVA souhaite des explications sur la méthode et les justifications d'une augmentation.

Mme PELLERIN indique que n'est pas l'intérêt de la Commune de surenchérir sur le montant des subventions. Elle a travaillé les dossiers et a rendu compte au MAIRE et à l'adjoint aux Finances.

M. BUISINE poursuit en expliquant que « nous sommes dans des budgets de transition; pour voter les subventions, le travail réalisé est largement suffisant, bien que l'on puisse regretter qu'il n'y ait pas forcément d'inscription, par certaines associations de leur « cagnottes ou bas de laine ». Redemander l'ensemble des documents et justificatifs aux associations en si peu de temps, aurait pour conséquence l'absence de vote des subventions pour 2014.

Tous comme pour les budgets de la Commune, il s'agit d'une année de transition. Il est prévu l'an prochain de rencontrer chaque association pour pouvoir expliquer ce que l'on attend de chacun d'entre elle notamment en recueillant tous les extraits de comptes de l'année précédente, il s'agit de mener une étude très approfondie des bilans. Si ces derniers ne sont pas fournis, les subventions ne seront pas attribuées.

Aujourd'hui il faut être cohérent, il y a eu des demandes excessives et il a fallu faire des arbitrages ».

M. Le MAIRE complète en expliquant que les bas de laine servent de fonds de roulement. Il faut faire la part des choses et établir des procédures.

Mme BERTHIAUX : « Y a-t'il des critères pour déterminer les modalités d'attribution et faciliter notre travail ? »

Mme PELLERIN : « Les associations y correspondent toutes. Certaines demandes étaient excessives, c'est l'argent de la Commune, de tous les thoronéens, il faut être mesuré ».

M. LE MAIRE : « On sait que les associations font beaucoup pour la Commune ; on s'excuse par rapport à vous qui ne connaissez pas les associations mais cela fait 25 ans que l'on voit leur travail. On sait leurs actions, nous ne sommes pas comme la ville de Marseille ».

M.BUISINE : « Il faut faire également confiance, le contrôle à postériori se fera ».

M. Le MAIRE : « Nous vous fournirons toutes les photocopies de ce que vous voudrez ».

ASSOCIATION	SUBVENTIONS 2014 VOTEES	NOMBRE DE MEMBRES PRESENTS	NOMBRE DE VOTANTS	ELU(E,S) MEMBRE(S) DE L'ASSOCIATION, QUITTANT LA SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL LORS DU VOTE	MODALITES DE VOTE
ACADEMIE DE MUSIQUES ANCIENNES (I')	3 500,00 €	15	17		Adopté à l'unanimité
AMICALE CCFF (I')	1 000,00 €	14	16	J-L.ZAMORA	
ARTS MURS (les)	900,00 €	15	17		
ASS BOULISTE (I')	1 500,00 €	14	16	G. UVERNET	
SOUVENIR FRANÇAIS (le)	350,00 €	14	16	G. UVERNET	
UNC UNCAFN	550,00 €	12	13	G. UVERNET, A.SILVA, D.SCHLICHTER	
FOYER RURAL (le)				G. UVERNET, F.BERTHIAUX, A.	
- Activités foyer rural	4 500,00 €	15	17	SILVA, S.BUISINE	
- Pour section animation (reprise activité Comité des fêtes)	7 500,00 €	11	11		

Arrivée de Monsieur Martin à 18h40

ASSOCIATION	SUBVENTIONS 2014 VOTEES	NOMBRE DE MEMBRES PRESENTS	NOMBRE DE VOTANTS	ELU(E,S) MEMBRE(S) DE L'ASSOCIATION, QUITTANT LA SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL LORS DU VOTE	MODALITES DE VOTE
CANAL DE STE CROIX	400,00 €	14	16	A. MARTIN, E.BESSONE	Adopté à l'unanimité
CROIX-ROUGE FRANCAISE (la)	150,00 €	16	18		

ASSOCIATION	SUBVENTIONS 2014 VOTEES	NOMBRE DE MEMBRES PRESENTS	NOMBRE DE VOTANTS	ELU(E,S) MEMBRE(S) DE L'ASSOCIATION, QUITANT LA SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL LORS DU VOTE	MODALITES DE VOTE
ECOLE JEUNES SAPEURS POMPIERS (l')	150,00 €	16	18		Adopté à l'unanimité
JUDO CLUB (le)	500,00 €	16	18		
NUITS BLANCHES (les)	8 000,00 €	16	18		
OLYMPIQUE TARADEAU LORGUES (l')	400,00 €	16	18		
RENCONTRES INTERNATIONALES DE MUSIQUE MEDIEVALE (les)	8 500,00 €	16	18		
RESTOS DU CŒUR (les)	150,00 €	16	18		
RETRouvAILLES (les)	100,00 €	14	16	D.BERGEZ, O.TAXI	
SPORT ET NATURE	1 500,00 €	15	17	O.TAXI	
TAI CHI CHUAN (le)	400,00 €	16	18		
LION'S CLUB	150,00 €	16	18		
THORONET TENNIS CLUB (le)	600,00 €	16	18		
TSA	600,00 €	16	18		

S'agissant de l'association « les Nuits blanches », l'augmentation proposée par rapport aux années précédentes est également liée à la baisse de participation du Conseil général.

ASSOCIATION	SUBVENTIONS 2014 VOTEES	NOMBRE DE MEMBRES PRESENTS	NOMBRE DE VOTANTS	ELU(E,S) MEMBRE(S) DE L'ASSOCIATION, QUITANT LA SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL LORS DU VOTE	MODALITES DE VOTE
ECOLE DE MUSIQUE DU THORONET	0 €	16	18		Adopté à la majorité des voix

Mme PELLERIN expose que l'Ecole du Musique du Thoronet est une association qui a ouvert ses portes l'an dernier et qui demande à présent des sommes pharaoniques. Elle indique qu'elle a reçu à plusieurs reprises la Directrice en présence de Mme RNET-YAGUE afin que cette dernière lui apporte ses compétences professionnelles en matière de droit du travail.

A la demande de M. Le MAIRE, elle complète son propos sur le fait que l'école accueille actuellement 5 à 7 enfants et un nombre supplémentaire d'enfants entraîne selon son budget prévisionnel des sommes plus importantes soit pour 15 élèves une demande de subvention de 8 675 €, pour 20 élèves 9 745 € et pour 25, 10 697 €, le tout pour 31 semaines de cours. Auparavant, la Commune du Thoronet participait à l'Ecole de musique du Luc à hauteur de 2 € par habitants et ce quelque soit le nombre d'apprentis musiciens.

Mme RNET-YAGUE explique que « l'on navigue à vue, aucun bilan n'a été fourni. La Directrice annonce des chiffres, sans traçabilité ni transparence. Le prévisionnel n'est pas carré, on ne peut pas prévoir son budget. Le but d'une association est de réaliser du bénévolat ; là il y a eu la création de deux contrats dont un C.D.D. manifestement illégal ; cela me choque en tant que juriste. Deux rendez vous ont été pris et à chaque fois la trésorière de l'association n'est pas venue. En outre, l'association prétend que la plateforme de l'U.R.S.A.F.F. lui a indiqué une cotisation à 63% alors que la réalité est plus importante et lui a donné des conseils, ce qui est impossible.

En outre, l'association est à destination principalement des enfants et pourtant cette dernière impose les horaires adultes aux jeunes musiciens et ne s'adapte donc pas à l'objet social.

La question à se poser est la suivante, l'école de musique du Thoronet mérite-t-elle de continuer ? »

Un tour de table est réalisé.

Après l'avoir mis aux voix, il est décidé de ne pas attribuer de subvention à l'association Ecole de Musique du Thoronet.

M. Le MAIRE, Mme BERTHIAUX et son pouvoir et M. BESSONE votent pour le report de la décision d'attribution de subvention à l'Ecole de Musique du Thoronet.

ASSOCIATION	SUBVENTIONS 2014 VOTEES	NOMBRE DE MEMBRES PRESENTS	NOMBRE DE VOTANTS	ELU(E,S) MEMBRE(S) DE L'ASSOCIATION, QUITANT LA SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL LORS DU VOTE	MODALITES DE VOTE
AMICALE DE LA CHASSE DU THORONET	500,00 €	15	17	G.UVERNET	Adopté à la majorité des voix

Un débat s'instaure, M.BESSONE défend la demande de l'Amicale de chasse du Thoronet tout comme M. SILVA qui résume le courrier du président de la dite association.

M. BUISINE siégeant en l'absence de M. Le MAIRE fait réaliser un premier tour de table pour que chacun exprime son opinion et le montant qu'il souhaitera voir adopter.

Après l'avoir mis aux voix, il est attribué la somme de 500€.

Mme BERTHIAUX et son pouvoir, M. BESSONE, M. PALDACCI-UVERNET, et M. SILVA et son pouvoir votent pour la somme de 1000 €, Mmes WEISS, RONET-YAGUE et M. LESUEUR s'abstiennent.

Les associations : Centhéa, prévention routière, le Poisson d'Argent, D.D.E.N., le Comité de Jumelage du Thoronet, Handicap Aventure (Edicom), A.T.A.C., n'ont pas présenté de dossiers de demandes de subvention.

Les associations : la Banque alimentaire, Médiation, A.M.A.P., A.A.M.V., SOLCOVAR, France Alzheimer, n'ont pas fourni leurs dossiers de demande de subventions dans les délais.

Le Club Vermeil doit parachever son dossier, fourni dans les temps.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'attribuer aux associations les sommes ainsi présentées.

<p>2. <u>CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION NUITS BLANCHES DANS LE CADRE DE LA MANIFESTATION DU 3 AU 6 JUILLET 2014</u></p>

Vu le C.G.C.T.,

Considérant la manifestation « Festival des Nuits Blanches », organisée par l'association du même nom du 03/07/14 au 6/07/14 place Sadi Carnot et dans les rues du noyau villageois,

Considérant qu'il convient d'établir une convention déterminant les différentes responsabilités induites à cette organisation,

Mme BERTHIAUX demande qu'au sein de la convention il soit mentionné les toilettes sèches.

M. SILVA s'inquiète pour la sécurité et les mouvements de foule.

M. Le MAIRE informe que c'est la Mairie qui assurera la sécurité à l'extérieur la manifestation et l'association l'assurera à l'intérieur de la manifestation ; en outre, la gendarmerie sillonne le territoire.

M. MARTIN informe que pour l'organisation, une autorisation préfectorale est délivrée et une billetterie est mise en place, toutes les formalités sont réalisées.

M. SILVA demande qu'au sein de la convention, il soit précisé le nombre d'agents de sécurité.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'accepter l'organisation de la manifestation des Nuits Blanches du 03/07/14 au 6/07/14 au sein du Village,

ARTICLE SECOND : D'autoriser Monsieur le MAIRE à signer la Convention avec l'association.

Adopté à l'unanimité

3. REFORME DES RYTHMES SCOLAIRES

Vu le décret n°2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires,

Vu le décret du décret n°2014-457 du 07 mai 2014 portant autorisation d'expérimentations relatives à l'organisation des rythmes scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires,

Considérant que ces deux décrets sont un transfert de charges et de responsabilités de l'Etat vers les collectivités,

Considérant que le quatrième alinéa de l'article 72-2 de la Constitution prévoit que « tout transfert de compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales s'accompagne de l'attribution de ressources équivalentes à celles qui étaient consacrées à leur exercice ».

Considérant que ces deux décrets engendrent des inégalités en fonction de la richesse des communes, également entre les communes urbaines et rurales et que ceci est contraire à l'esprit républicain d'une école publique égale pour tous,

Considérant que l'école publique est une institution de la République et qu'elle doit pouvoir assurer ses missions dans les meilleures conditions,

Considérant que ces décrets désengagent l'Etat de sa responsabilité au regard de l'enseignement, en laissant à la charge des communes la mise en place de cette réforme mais également de son financement, qui représente une charge trop lourde pour notre commune,

Considérant que ce décret remet en cause la séparation de l'enseignement et du temps périscolaire,

Considérant qu'il ne revient pas aux élus locaux de se substituer à l'Etat ni à l'Education Nationale,

Considérant que ces deux décrets modifient le fonctionnement de notre société, sans faire la démonstration d'une amélioration tangible,

Vu le financement dit d'amorçage, qui prévoit une aide sur l'année scolaire 2014 - 2015, à hauteur de 50 € par enfant, alors que le coût minimum estimé est de l'ordre de 200 € par enfant, hors fournitures et mise à disposition de nouveaux locaux,

Considérant que la modification des rythmes scolaires constitue un véritable devoir et un véritable enjeu qui ne se traduisent pas dans cette réforme, qui n'a pas fait l'objet d'une loi débattue au parlement,

Considérant qu'il appartient à l'Etat, par le canal de l'Education Nationale, d'assumer ses décisions,

Vu qu'aucune étude n'a pu faire la démonstration d'un intérêt particulier pour les enfants, qui seront encore plus sollicités en cumulant le temps scolaire et éducatif périscolaire,

Vu que cette réforme s'applique à l'ensemble du cycle primaire, alors qu'il existe un décalage certain de rythmes entre les enfants de maternelle et ceux de l'élémentaire,

Considérant le refus écrit des parents d'élèves de mettre en place la réforme des rythmes scolaires,

Le conseil municipal, conscient de la nécessité d'améliorer les activités dans les temps, méridien et périscolaire existants, sur la semaine de quatre jours, ne peut accepter l'application des décrets susvisés par manque de temps nécessaire à une organisation de qualité et concertée, par manque de moyens financiers,

Vu la motion adoptée par l'assemblée des Maires du Var à une très large majorité, le 26 avril 2014 à Brignoles, exigeant le retrait de cette réforme,

Au regard de ce qui précède et comme l'intérêt de l'enfant ne semble pas démontré.

Mme TAXI donne un bilan du retour des questionnaires transmis par les parents d'élèves, il y a 50 élèves intéressés pour le mercredi et 30 pour l'inscription à la garderie mais les parents d'élèves n'ont pas tous répondu.

M. Le MAIRE indique que l'Association des Maires du Var et l'Association des Maires de France s'en sont inquiétés auprès de M. le Ministre de l'Education Nationale.

Mme BERTHIAUX : « Nous allons être obligés d'appliquer la réforme, c'est tardif, il y a un groupe de travail ? D'autres établissements l'ont mis déjà en place, qu'en est-il ? »

M. Le MAIRE : « Tout le monde est contre, nous avons réalisé une réunion avant les élections avec les professeurs et le Directeur mais cela n'a rien donné. Les enseignants donnent leur opinion avec prudence car ils doivent se conformer à leur hiérarchie. L'Inspecteur d'Académie présent a répondu que l'on avait qu'à laisser partir les enfants à compter de 15h45. Nous y avons réfléchi et avons pensé aux associations mais le bénévolat a ses limites. Les parents refusent cette solution. Il faut penser au bien être de l'enfant ».

Mme TAXI : « Trois quart d'heure par jour c'est de la garderie, il n'y a pas la possibilité de mettre en place de véritables activités ».

M. SILVA : « J'aurais préféré qu'on nous soumette d'ores et déjà le projet 2014, je suis d'accord pour revoir les rythmes scolaires mais je ne peux accepter en l'état de délibérer, je n'ai pas les éléments concrets pour voter ce soir Nous pourrions nous réunir (majorité et minorité) afin de travailler sur ce sujet ».

M. Le MAIRE : « On y a travaillé, on ne vous a pas attendu, cependant nous n'avons pas le personnel ni les locaux et les financements sont inexistantes. Si la mise en œuvre de la réforme est définitivement établie comme obligatoire, je proposerai la gratuité de 15h45 à 16h30 puis ensuite payant comme le mercredi après-midi ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : de demander au Ministre de l'Education Nationale l'abrogation des décrets n°2013-77 du 24 janvier 2013 et n°2014-457 du 07 mai 2014, sur les rythmes scolaires,

ARTICLE SECOND : de refuser leur application en l'état actuel, du fait de son incapacité à les mettre en œuvre dans les conditions financières, de sécurité et de qualité de vie pour l'enfant, que lui imposent la bonne gestion d'une commune et de ses administrés et contribuables,

ARTICLE TROISIEME : de transmettre la présente délibération aux onze parlementaires varois,

ARTICLE QUATRIEME : de transmettre la présente délibération à l'association des Maires de France section Var,

ARTICLE CINQUIEME : de transmettre la présente délibération à l'association des Maires Ruraux de France section Var,

ARTICLE SIXIEME : de transmettre la présente délibération à Monsieur le Préfet.

Adopté à la majorité des membres présents

Contre : M. SILVA et son pouvoir, Mme BERTHIAUX et son pouvoir.

4. <u>CONVENTION DE PARTENARIAT CINEMA ITINERANT AVEC LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FOL DU VAR AU TITRE DE L'ANNEE 2014</u>

Monsieur le MAIRE rappelle au Conseil Municipal qu'une convention de partenariat est renouvelée chaque année au profit de la ligue de l'Enseignement « Fédération des Œuvres Laïques du Var ».

Cette convention a pour objet le soutien de l'activité cinématographique dans la Commune du Thoronet.

Monsieur le MAIRE dresse le bilan de l'activité.

Mme PELLERIN indique que les prochaines séances en plein air auront lieu les 17/07/2014 à 21h45, 07/08/2014 à 21h30 et 21/08/2014 à 21h30 (en attente de confirmation).

M. Le MAIRE informe qu'il y aura moins de séances mais que désormais celles-ci seront à la carte selon les manifestations.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De renouveler la convention de partenariat du Cinéma itinérant proposée par la F.O.L. au titre de l'année 2014,

ARTICLE SECOND : D'autoriser Le MAIRE à signer la convention avec la F.O.L. pour un montant annuel de 1300 euros, qui permet la projection de 10 œuvres cinématographiques.

Adopté à l'unanimité

5. <u>DESIGNATION CORRESPONDANT DEFENSE.</u>

Vu la circulaire du 26 octobre 2001,

Vu la circulaire du ministre de la Défense du 12/03/2008,

Monsieur Le MAIRE propose au Conseil municipal, suite au renouvellement de l'Assemblée délibérante de désigner un Correspondant Défense.

Cet élu a vocation à développer le lien armée-Nation. Il est à ce titre l'interlocuteur privilégié des autorités militaires du Département et de la Région.

En tant qu'élus locaux, ils peuvent en effet mener des actions de proximité efficaces.

À l'occasion du renouvellement des conseils municipaux, le ministre de la Défense a souhaité que ce réseau, étendu à l'ensemble des communes en France, soit maintenu et renforcé.

Les correspondants défense remplissent une mission de sensibilisation des concitoyens aux questions de défense. Ils sont les acteurs de la diffusion de l'esprit de défense dans les communes et les interlocuteurs privilégiés des autorités civiles et militaires du département et de la région. Ils s'expriment sur l'actualité défense, le parcours citoyen, le devoir de mémoire, la reconnaissance et la solidarité.

Ils doivent pouvoir expliquer l'engagement dans l'armée d'active, les périodes d'initiation ou de perfectionnement à la défense, le volontariat et la réserve militaire constituant des activités accessibles à tous les jeunes désireux de prendre part à la défense.

Les correspondants défense ont un rôle pédagogique sur le devoir de mémoire, la reconnaissance et la solidarité. L'enseignement de défense, première étape du parcours citoyen, est étroitement lié à l'histoire de notre pays, et notamment aux conflits contemporains. La sensibilisation des jeunes générations au devoir de mémoire en constitue l'un des éléments essentiels.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De procéder à la dite élection sans faire appel au bulletin secret,

ARTICLE SECOND : De désigner Monsieur Jean-Luc ZAMORA, seul candidat, Correspondant Défense de la Commune du Thoronet.

Adopté à l'unanimité

6. <u>CREATION DE SEPT POSTES DANS LE CADRE DU DISPOSITIF DES EMPLOIS D'AVENIR</u>

Sur le rapport de Monsieur le MAIRE exposant :

Vu la Loi 2012-1189 du 26 octobre 2012 portant création des emplois d'avenir,

Vu le décret n°2012-1211 du 31 octobre 2012 tire les conséquences réglementaires de la dématérialisation de la prescription des contrats uniques d'insertion introduite par les articles 7,8 et 13 de la loi n°2012-1189 du 26 octobre 2012 portant création des emplois d'avenir,

Vu l'arrêté ministériel du 31 octobre fixant le montant de l'aide de l'Etat pour les emplois d'avenir,

Considérant que le dispositif des emplois d'avenir vise à faciliter l'insertion professionnelle des jeunes sans emploi, âgés de 16 à 25 ans peu ou pas qualifiés ou résidant dans des zones prioritaires,

Considérant que ce dispositif prévoit l'attribution d'une aide de l'état liée à l'engagement de la collectivité en matière d'accompagnement du jeune (contenu du poste, tutorat, formation ...),

Considérant que les jeunes sont recrutés dans le cadre d'un contrat de travail de droit privé qui bénéficie des exonérations de charges appliquées aux contrats d'accompagnement dans l'emploi,

Considérant que la durée hebdomadaire afférente à l'emploi est, sauf dérogations particulières, de 35 heures par semaine, la durée du contrat est normalement de 36 mois et la rémunération doit être au minimum égale au SMIC.

M. Le Maire indique qu'un contrat coûte à la Commune 410 € mensuel.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De créer sept postes, **à compter du 1^{er} juin 2014,** dans le cadre du dispositif « emplois d'avenir » dans les conditions suivantes :

- ⇒ Contenu du/des postes : Agent polyvalent au sein des services municipaux
- ⇒ Durée des contrats : 36 mois
- ⇒ Durée hebdomadaire de travail : 35 heures
- ⇒ Rémunération : 100 % du SMIC.

ARTICLE SECOND : De charger Monsieur le MAIRE de procéder au recrutement.

Adopté à l'unanimité

<u>7. CREATION D'UN POSTE DE CONTRACTUEL A TEMPS NON COMPLET (10 H 30 HEBDOMADAIRE).</u>

Considérant que le bon fonctionnement des services de la mairie implique le recrutement d'un agent contractuel,

Sur le rapport de Monsieur le MAIRE, exposant :

Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3-1°,

Vu le Décret n°85-1229 du 20 novembre 1985 modifié, relatif aux conditions générales de recrutement des agents de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le Décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux,

Vu le Décret n°87-1108 du 30 décembre 1987 modifié portant échelonnement indiciaire applicable au cadre d'emplois adjoints administratifs,

Vu le Budget Communal,

Vu le tableau des effectifs,

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services même s'il s'agit de modifier le tableau des effectifs,

Considérant la nécessité de créer un emploi non permanent d'agent polyvalent, pour besoin saisonnier rémunéré sur le grade de Rédacteur 8^{ème} échelon à temps non complet à compter du 1^{er} août 2014 pour six mois,

Considérant l'accroissement d'activité durant la période estivale puis lors de la mise en œuvre de la rentrée scolaire,

Considérant qu'il importe d'assurer temporairement la suppléance de l'agent en charge seul des élections, du service état civil et du service affaires générales, lors de son apprentissage de ses nouvelles fonctions,

Considérant qu'il apparaît, en outre, indispensable de pourvoir aux absences des agents des services administratifs durant leurs congés,

Considérant qu'il s'agit d'un besoin temporaire et saisonnier,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'autoriser le MAIRE à procéder au recrutement d'un agent non titulaire à temps non complet pour 10 h 30 hebdomadaires pour faire face à un besoin saisonnier **à compter du 1^{er} Août 2014**.

ARTICLE SECOND : De rémunérer cet agent sur le grade de **Rédacteur 8^{ème} échelon**.

ARTICLE TROISIEME : D'inscrire au budget les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges correspondants à cet emploi.

Adopté à l'unanimité

8. ADHESION ASSOCIATION REGIONALE POUR LE FLEURISSEMENT ET L'EMBELLEMENT DU CADRE DE VIE

M. Alain MARTIN expose aux membres de l'assemblée délibérante, que l'Association Régionale pour le Fleurissement et l'Embellissement du Cadre de Vie, en région Provence – Alpes – Côte d'Azur a été créée en 1987, à la demande du Ministère de l'Agriculture.

Le but du Cabinet du Ministre était de mettre en place un réseau associatif formé de professionnels de la filière horticole afin d'apporter le soutien de compétences techniques du Ministère du Tourisme, chargé de l'organisation du Concours National des Villes, Villages Fleuris.

L'adhésion de la Commune du Thoronet permettra de créer des échanges grâce à leurs délégués techniques, entre les diverses collectivités territoriales, celles qui bénéficient de structures performantes et celles qui disposent de moyens limités.

Le Thoronet pourra bénéficier d'une assistance technique au cours de sessions de sensibilisation du grand public ou de session d'informations du personnel communal et des élus.

De même, l'association apporte une aide logistique ou prodiguer des conseils aux municipalités qui souhaitent organiser des manifestations comme : « Fête des Plantes », « Concours des Ecoles Fleuries », « Concours des Maisons Fleuries », « Journée de l'Environnement » ; en outre prépare à la visite du Jury du Concours des Villes et Villages Fleuries.

L'adhésion permet de s'engager dans des actions de promotion, grâce à la qualité de l'environnement de leur commune, en rappelant que l'opération « fleurir et embellir le cadre de vie en région » est une exigence globale qui répond :

- A un souci économique (emploi, développement touristique)
- A un souci culturel (patrimoine)
- A un souci éducatif (les écoles)
- A un souci social (jardins potagers partagés).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'adhérer à l'association association régionale pour le fleurissement et l'embellissement du cadre de vie.

ARTICLE SECOND : De confier à Monsieur le MAIRE le soin de réaliser l'ensemble des démarches permettant la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

9. DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA STATION D'EPURATION

Monsieur le MAIRE expose au Conseil Municipal qu'il est nécessaire de réaliser la réhabilitation de la station d'épuration communale.

Le montant estimatif des travaux est de 172 795.50 € H.T, en outre, il convient de comptabiliser la mission de contrôle technique soit 4 600€ H.T, la mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (S.P.S) soit 770€ H.T et la maîtrise d'œuvre pour un montant de 11 500€ H.T.

Il convient désormais de solliciter les organismes subventionneurs pour mener à bien ce chantier d'intérêt général.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : De charger Monsieur le MAIRE de réaliser les demandes de subventions pour les travaux d'investissement sur la station d'épuration auprès du Conseil Général et de l'Agence de l'Eau selon le tableau de répartition suivant :

ORGANISME FINANCEUR	SUBVENTIONS SOLLICITES
Conseil Général (60%)	113 799.30 € H.T
Agence de l'Eau (10 %)	18 966.55 € H.T
Autofinancement de la Commune (30%)	56 899.65 € H.T
TOTAL	189 665.50 € H.T

Adopté à l'unanimité

10. DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DES AMENDES DE POLICE

Monsieur le MAIRE expose aux membres de l'assemblée délibérante la nécessité de réaliser la sécurisation des piétons se rendant à l'école maternelle et la confection de trottoirs route de Lorgues RD 17 (Terres Blanches), ainsi que le marquage au sol RD 17 et RD 79.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève à 30 923.20 € H.T.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De solliciter l'aide la plus importante possible afin de réaliser le dossier de demande d'amendes de polices 2013.

ARTICLE SECOND : De charger Monsieur Le MAIRE de réaliser le dossier de demande.

Adopté à l'unanimité

11. <u>DECISION MODIFICATIVE BUDGET ASSAINISSEMENT</u>

M. BUISINE expose qu'il convient de réaliser une décision modificative à la demande des services préfectoraux.

En effet, un emprunt ayant été inscrit en recettes (capital) et son remboursement en dépenses (capital), le service finances a également prévu le remboursement des intérêts. Les services de l'Etat ne souhaitent pas voir apparaître le montant prévisionnel du remboursement des intérêts tant que le prêt n'a pas été effectivement contracté.

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-66111 : Intérêts réglés à l'échéance	2 896.88 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 66 : Charges financières	2 896.88 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
R-70611 : Redevance d'assainissement collectif	0.00 €	0.00 €	2 896.88 €	0.00 €
TOTAL R 70 : Ventes de produits fabriqués, prestation de services, marchandises	0.00 €	0.00 €	2 896.88 €	0.00 €
Total FONCTIONNEMENT	2 896.88 €	0.00 €	2 896.88 €	0.00 €
INVESTISSEMENT				
D-1641 : Emprunts en euros	10 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
R-1641 : Emprunts en euros	0.00 €	0.00 €	10 000.00 €	0.00 €
TOTAL 16 : Emprunts et dettes assimilées	10 000.00 €	0.00 €	10 000.00 €	0.00 €
Total INVESTISSEMENT	10 000.00 €	0.00 €	10 000.00 €	0.00 €
Total Général	-12 896.88 €		-12 896.88 €	

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'adopter la présente décision modificative au budget assainissement.

ARTICLE SECOND : De charger M. Le MAIRE des modalités de son exécution.

Adopté à l'unanimité

<u>INFORMATIONS DIVERSES</u>

Par Monsieur LE MAIRE :

- Lecture du courrier de M. CAMAIL portant sur l'ouverture d'une pizzeria sédentaire et la concurrence d'un camion ambulant vendant des pizzas. Après avoir donné lecture du courrier du Conseil de la Commune lui indiquant son obligation d'accepter les commerçants ambulants respectant le G.G.C.T., M. Le MAIRE souhaite l'avis des membres du conseil municipal
Après débat, M. Le MAIRE s'engage à inscrire au prochain Conseil Municipal le tarif des droits de place des commerces ambulants.
- Lecture d'un mail de M. MANAGNO, responsable pédagogique des animations de la Commune de Puget sur Argens, portant sur le passage d'un camp itinérant aux Fadons, les 7 et 21/07/2014 et 4/08/2014.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h50.

Le secrétaire de séance

M. Eric BESSONE